

## LA REORGANISATION DE LA PENSEE STRATEGIQUE FRANCAISE

Le 2 août 2007, le président de la République et le Premier ministre avaient confié au criminologue français, Alain Bauer, une mission de réflexion sur l'opportunité et les conditions d'un rapprochement des grandes institutions publiques en charge de la formation, de la recherche et de l'analyse des questions de sécurité et stratégiques. A l'occasion de la remise officielle de son rapport<sup>1</sup> le 20 mars dernier, l'IRIS a reçu M. Bauer pour présenter les grandes lignes de son travail. Il a rappelé dans un premier temps le contexte dans lequel cette mission lui avait été attribuée, avant de revenir sur le déroulement de cette étude et présenter les conclusions de son rapport.

Quelques temps avant son élection à la présidence de la République, Nicolas Sarkozy avait fait connaître sa volonté de relancer la pensée stratégique française et s'était prononcé en faveur de la création d'un Conseil de Sécurité Nationale, inspiré du *National Security Council* américain mais tenant compte des spécificités françaises, notamment institutionnelles. Le 23 août 2007, il annonçait officiellement le lancement des travaux de la Commission du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. Présidée par Jean-Claude Mallet, la Commission devait produire, pour le printemps 2008 un document de référence définissant les objectifs et le contenu de la politique publique en la matière pour les 15 ans à venir. La mission du groupe de travail réuni autour d'Alain Bauer devait, quant à elle, répondre à la question du fonctionnement de la recherche stratégique française, examiner les conditions de son rayonnement et réfléchir sur la réorganisation des institutions dédiées à ces activités.

Selon Alain Bauer, les enjeux autour de cette réflexion sont importants. « La France ne dispose pas de l'audience internationale qu'autoriserait son rôle géopolitique et la qualité de ses chercheurs. » Elle est, dépourvue « des outils nécessaires lui permettant d'appréhender, d'analyser et de traiter tout ce que l'on entend aujourd'hui par "sécurité globale". » Nous devons donc « choisir de rester à la table des grands ou devenir une simple force supplétive. » Le rapport souligne ainsi la nécessité pour notre pays de se doter d'un véritable appareil de détection des signaux faibles, qualifié par Alain Bauer « d'outil de décellement précoce » : Un lieu d'échanges, de débats et de questionnement sans tabous. Il recommande de créer un espace commun de mutualisation des compétences et des financements, et de mettre en place des synergies public/privé. Dans cet objectif, il préconise de fusionner quatre instituts de recherche de sécurité et de défense en deux nouvelles entités réunies sur un même site.

- Le premier ensemble, composé de L'Institut National des Hautes Etudes de Sécurité (INHES) et de l'Institut d'Etudes et de Recherche pour la Sécurité des Entreprises (IERSE), serait « chargé de la

---

<sup>1</sup> *Décélérer-Etudier-Former : une voie nouvelle pour la recherche stratégique*. Disponible sur le site de l'IRIS.

<http://www.iris-france.org/docs/pdf/rapports/2008-03-bauer.pdf>

**THINK TANK WATCHER 2008 – Réorganisation de la pensée stratégique française – mars 2008**

---

sécurité intérieure (notamment, du crime organisé et du terrorisme), de la justice pénale, de la sécurité civile, de la sécurité sanitaire, de la sécurité des entreprises et de l'intelligence économique. »

- Le second ensemble, composé de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale (IHEDN) et du Centre des Hautes Etudes de l'Armement (CHEAr), serait « chargé de la culture de défense, de l'armement et des actions internationales. » La création d'un Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégique (CSFRS), ayant pour fonction de fixer les orientations stratégiques devant être suivies par les deux nouveaux instituts, devrait permettre d'assurer « une meilleur cohérence de la réflexion stratégique, tant dans le cadre de son développement, que dans celui de sa valorisation et de sa diffusion. »

Les Think Tanks portant un intérêt particulier pour les questions de sécurité et de défense sont acteurs et sujets de cette réflexion générale. La Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS) et l'IFRI sont directement représentés au sein de la Commission du Livre blanc, respectivement, par François Heisbourg et Thierry de Montbrial, ce dernier présidant notamment le groupe de travail *Prospective des menaces et de l'environnement international de notre sécurité à l'horizon de 15 ans*. L'IRIS participe au débat par l'intermédiaire d'Alain Bauer, membre du conseil d'administration de l'institut. Dans son rapport, Alain Bauer ne manque d'ailleurs pas de citer l'ensemble des opérateurs privés ou parapublics qui contribuent à la pensée stratégique française (ADIT, IRIS, FRS, IFRI, CERI, CIRPES,...) et souligne qu'ils tireront bénéfice de cette réorganisation. Les Think Tanks français spécialisés sur ces thématiques y gagneront en visibilité et en influence sur la scène internationale. « La traduction systématique en anglais des principales études est nécessaire pour assurer la diffusion de la pensée stratégique française. La création d'un centre de traduction au sein de la nouvelle structure pourra proposer ses services aux instituts privés (IFRI, IRIS, CERI, etc.) pour assurer la traduction de leurs principaux travaux. En contrepartie, ces mêmes travaux pourront figurer sur le site Internet de la nouvelle structure, ainsi enrichi. »

A travers ce rapport et ses recommandations, Alain Bauer donne une traduction concrète de l'idée qu'il avait émise avec Michel Rocard, à la fin du mois de septembre 2007, dans un plaidoyer pour la mise en place d'un Conseil de sécurité nationale, au sein duquel ils exprimaient leur volonté de fusionner les « divers instituts de recherche existants (INHES, IHEDN, IERSE,...) dans un *Rand* à la française. » Le projet d'Alain Bauer qui a reçu l'aval du président de la République et du Premier ministre pourrait donc donner naissance au plus grand Think Tank français spécialisé sur les questions de sécurité et de défense et entretenant des liens directs avec l'Etat et les ministères concernés. Sur le modèle de la RAND Corporation, le nouvel ensemble pourrait devenir un acteur majeur du rayonnement de la pensée stratégique française. Néanmoins, son budget (environ 15 millions d'euros<sup>2</sup>), si important qu'il puisse être au regard des autres instituts français de recherche, restera sans commune mesure avec les 250 millions de dollars de la RAND.

---

<sup>2</sup> Budget 2006 cumulé des quatre instituts (IERSE, INHES, IHEDN, CHEAr).